Zeitschrift: Ingénieurs et architectes suisses

Band: 126 (2000)

Heft: 21

Sonstiges

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Énergie en devenir

Les résultats des dernières votations fédérales l'ont démontré, les Suisses ne sont pas prêts à payer de nouvelles taxes dites «de mauvaise conscience» sur l'énergie. On observe même, en Allemagne et dans les pays qui nous entourent, une réduction de ce type de taxes afin de maintenir la compétitivité économique et éviter une déstabilisation politique. Parallèlement, force est d'admettre que l'Europe (et tout particulièrement la Suisse) poursuit l'effort indiqué par les sommets de Rio et de Tokyo.

A l'heure de la globalisation, nous devrions cependant envisager le problème énergétique sous un angle mondial, en considérant à la fois les concentrations démographiques qui exigent une puissance installée adaptée à l'industrialisation et à des besoins accrus - ne serait-ce que par l'accès des pays du tiers-monde au modernisme - et les réponses que nous fournit la recherche: nouvelles sources, énergie solaire, fusion, sans oublier la rationalisation.

Cette dernière voie a partiellement déjà été exploitée: grâce à des techniques rapidement mises au point après la première crise pétrolière, les voitures roulent avec deux fois moins d'essence en polluant beaucoup moins! La technologie, liée à l'amélioration des processus et à une meilleure efficacité énergétique, a enrichi le marché d'appareillages mieux adaptés et moins gourmands. Malgré tout, d'ici une cinquantaine d'années, il faudra trouver de nouvelles sources et même développer de nouveaux vecteurs énergétiques (les combustibles fossiles devront faire place à l'électricité, à l'hydrogène, au deutérium ou autre). Et qu'on le veuille ou non, des transformations sociales aux enjeux encore imprévisibles seront liées à des structures issues de la haute technologie.

Aussi vaudrait-il mieux adopter rapidement une politique plus ouverte: plutôt que de trancher brutalement pour une forme d'approvisionnement, établissons une matrice de la complémentarité des énergies et de leur potentiel à long terme.

Une solution consisterait à investir au niveau mondial, et non plus national, tant pour la recherche que dans des installations de démonstration. Allons plus loin, réalisons par axe de recherche énergétique des installations tests pour des ensembles urbains, sachant que ces environnements-là présentent la demande la plus exigeante et la plus diversifiée. La ville constitue un «bouillon de culture» révélateur, aux impacts concentrés, d'où l'on peut dégager une palette de possibilités parmi lesquelles les générations à venir feront leur choix, en fonction des impératifs du moment.

A quand un patrimoine mondial de «villes-laboratoires» assumant chacune une mission précise?